

Caminando En marche!



Entrevue avec Milena Florez, présidente du Mouvement Ríos Vivos et leadeuse de AMARÚ

Natalia Perez

Volume 35, numéro 2, 2021

Femmes, pandémie et luttes pour le territoire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/97499ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

ISSN

1490-0661 (imprimé)

2563-6464 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Perez, N. (2021). Entrevue avec Milena Florez, présidente du Mouvement Ríos Vivos et leadeuse de AMARÚ. *Caminando / En marche!*, 35(2), 17–20.

Tous droits réservés © Comité pour les droits humains en Amérique latine, 2021

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Entrevue avec Milena Florez, présidente du Mouvement Ríos Vivos et leadeuse de AMARÚ

Par Natalia Perez

Traduction par Cécile Lorient

Milena est cheffe de famille, mère de deux enfants de dix-sept et douze ans, et elle vit dans le hameau Alto de Chiri de la municipalité de Briceño, situé dans le département d'Antioquia, dans le nord-ouest de la Colombie. Milena est la leadeuse de l'Association des femmes défenseuses de l'eau et de la vie (AMARÚ) et l'actuelle présidente du Mouvement Ríos Vivos, qui coordonne quinze organisations sociales de base composées de pêcheurs, de *barequeros*, de muletiers, de femmes et de jeunes qui résistent à la construction du mégabarrage Hidroituango, située sur le Río Cauca, au nord-ouest de la Colombie.

Avec une capacité projetée de 2400 mégawatts, Hidroituango est le plus grand mégaprojet hydroélectrique qui se déploie en Colombie. Ses principaux actionnaires sont le Gouvernement d'Antioquia et les Entreprises Publiques de Medellín (EPM), qui en sont aussi les exécutants. Sa construction a démarré en 2009 et on projette d'ériger un mur de 225 mètres de haut qui endiguera approximativement 2 700 millions de mètres cubes sur le fleuve Cauca. Hidroituango a des répercussions sur plus de 26 000 hectares de terre, chiffre ne tenant pas compte de plusieurs populations traditionnellement installées en aval du chantier qui sont déjà touchées par la modification du lit du fleuve et la rupture ou l'altération des réseaux trophiques marins. Près de

60 % de la population de cette zone est victime à la fois du conflit armé, mais aussi de Hidroituango.

Comment était ta vie avant la construction du mégabarrage de Hidroituango ?

Tout comme la majorité des gens de mon hameau, à la saison sèche, j'avais l'habitude de descendre chaque jour au fleuve (Cauca) pour *barequear*¹. À la saison des pluies, je me consacrais à la culture du maïs, du haricot, de la banane et du manioc. Avant le barrage, je dédiais donc la moitié de mon temps à l'agriculture et l'autre moitié à l'extraction.

Comment ta vie a-t-elle changé à partir de la construction de Hidroituango ?

Eh bien, ce mégaprojet est arrivé en nous offrant à nous les communautés qui vivons à proximité, le « développement », comme ils l'appellent. Mais à mesure que l'entreprise s'installait sur le territoire, on a commencé à voir l'augmentation des violations des droits humains et aussi les dommages à l'environnement, aux voies de transports et aux habitations. Ce mégaprojet a donc radicalement changé notre vie parce que nous n'avons pas pu continuer d'exercer le *barequeo*, qui était notre gagne-pain. Mais aussi, avec la déstabilisation des montagnes causée par l'utilisation d'explosifs pour construire les voies d'accès et les tunnels du mégaprojet, les cultures se sont également détériorées, tout comme les eaux et tout ce que nous avons dans nos communautés. La mienne a été l'une des plus affectées, car c'était une de celles qui étaient les plus proches de ce mégaprojet.

Le *barequeo* est une pratique ancestrale et culturelle d'extraction minière artisanale par laquelle on retire les sables du fleuve pour en extraire l'or. Cette pratique est depuis des siècles une source essentielle de revenus pour les populations riveraines de la région. Les impacts environnementaux du *barequeo* sont minimes, en particulier par rapport à d'autres formes d'exploitation minière telles que l'extraction industrielle et l'exploitation minière à grande échelle.

Comment et à partir de quand t'es-tu engagée avec le Mouvement Ríos Vivos ?

Je me suis directement engagée dans le Mouvement dès sa naissance, en 2012, lorsque le mégaprojet exigeait des évictions sur certaines plages et ne nous laissait plus y travailler. Cela, en plus des dommages faits aux cultures, aux chemins et aux logements de nos communautés, a stimulé une grande mobilisation sociale. Là, nous avons commencé à donner forme au Mouvement Ríos Vivos et à nous organiser. Depuis, je fais partie du Mouvement et je suis défenseuse des droits humains et de l'environnement.



Mobilisation communautaire sur le mur du barrage Hidroituango le 13 mai 2021, dans le cadre des manifestations du *Gran Paro Nacional*.

Crédits : Mouvement Rios Vivos, mai 2021

L'entreprise responsable du mégaprojet, Empresas Públicas de Medellín (EPM), vous a-t-elle indemnisé-e-s pour les dommages qu'elle vous a causés ?

L'entreprise a réalisé quelques recensements mal faits dans des communautés qui n'étaient pas directement *barequeras*, et qui ont été dédommagées. Cependant, les personnes qui vivaient directement du fleuve Cauca n'ont pas été indemnisées : l'entreprise disait qu'elle ne pouvait pas entrer sur les plages (du fleuve Cauca) pour

nous recenser à cause du conflit armé. Certains logements ayant subi des dommages causés par les conséquences de la construction du barrage ont été réparés. Toutefois, dans nos communautés, les habitations sont fabriquées en terre battue, et ils nous ont changé certaines d'entre elles pour des maisons faites de planches qui offrent de pires conditions de vie. Il reste des maisons qui n'ont pas été réparées, car les entrepreneurs sont partis et ceux qui sont arrivés disent que ce n'est ni leur responsabilité ni leur faute. Pour ces

raisons, je ne peux pas dire que le mégaprojet a répondu aux dommages directs et encore moins aux dommages environnementaux sur le territoire. Avec les changements qu'ils ont causés sur toute la rive du fleuve Cauca et la perte de la forêt sèche tropicale, ils ont effrayé la faune. La faune est comme nous (les humains). Ils déplacent les gens et nous devenons fous, nous nous demandons : qu'allons-nous faire ? C'est la même chose pour les animaux. Très peu d'animaux de terre chaude se sont adaptés à la terre froide.

Les autres impacts qui nous ont touché-e-s sont d'ordre économique, mais quand on le mentionne, les dirigeants du mégaprojet disent qu'ils n'ont pas d'argent. Cependant, ce sont eux qui ont démantelé toute notre activité économique, puisqu'on vivait du fleuve, avec le *barequeo* et la pêche artisanale. Ils ont brusquement modifié tout le territoire, mais ils n'ont pas assumé la responsabilité des dommages qu'ils ont causés et ils ne reconnaissent même pas toutes les conséquences que nous avons subies. Par exemple, il n'y a plus de pêche en amont, parce que le fleuve est inondé, tout comme en aval, du fait d'une série d'avalanches occasionnées par des déficiences techniques en 2018, auxquelles s'ajoute leur décision d'assécher le fleuve durant trois jours en février 2019, ce qui a détruit toute la vie qu'il y avait en aval et qui était une violation des droits environnementaux. Les experts disent que ce n'est pas facile de retrouver toute cette vie qu'il y avait en aval.

Quelles autres problématiques ont surgi suite à la pandémie de COVID-19 ? Quelles mesures avez-vous prises en tant que mouvement pour répondre à ces problématiques ?

C'est une réaction en chaîne. D'abord, ils nous enlèvent le fleuve et, avec lui, le droit de travailler. Ensuite, la pandémie est arrivée et les communautés n'ont plus d'endroit pour semer, pour pêcher, elles n'ont pas de travail et donc le manque de revenus s'accroît. Pour atténuer un peu la crise, grâce aux dons,

le Mouvement Ríos Vivos a non seulement fourni une aide alimentaire aux communautés, mais les a aussi aidées à semer, car nous avons un domaine de refuge dans la municipalité de Toledo dans lequel plusieurs des camarades ont pu ramasser quelques récoltes malgré le fait que les cultures aient été affectées par le changement du microclimat généré par le barrage.

La période de la pandémie a été très difficile pour nous, parce qu'en plus, les aides distribuées par le gouvernement ne sont pas arrivées aux communautés qui font partie du Mouvement : ici, en Colombie, on nous stigmatise du fait de notre appartenance à un mouvement s'opposant à un supposé « développement ».

Comment ces nouvelles problématiques dérivées de la pandémie ont-elles affecté ton quotidien et celui d'autres femmes qui font partie du Mouvement et qui vivent dans la zone touchée par Hidroituango ?

Depuis toujours nous avons été exclues et stigmatisées par le mégaprojet du seul fait d'être femmes. Par exemple, selon eux, nous les femmes ne serions pas capables de travailler dans le fleuve comme *barequeras* ou pêcheuses, nous ne serions pas capables de cultiver la terre, ni rien. Une fois, dans le bureau de EPM, une dame d'un âge avancé s'est fait dire qu'elle n'était pas *barequera*, parce que les *barequeras* n'ont pas les ongles vernis, mais le fait qu'une personne soit travailleuse et *barequera* ne signifie pas qu'elle ne doive pas prendre soin de ses ongles. Cependant, c'est l'idée qu'ils se font.

Après 2018, quand les activités du mégaprojet ont déclenché une avalanche, il y a eu une tragédie environnementale et

une rupture du tissu social, car beaucoup d'hommes ont dû aller travailler pour le mégaprojet, ou partir dans d'autres municipalités, et ont laissé la charge des enfants et de tout le reste aux femmes. De ce fait, nous avons dû soutenir toutes nos familles pour continuer de survivre, mais cela a été très difficile pour nous puisque les municipalités ne nous donnent pas un type de travail qui nous permette de ne pas être inquiètes pour nos enfants, inquiètes de tout. En tant que mouvement nous avons créé une association de femmes, AMARÚ, et nous faisons des sacs et de l'artisanat pour pouvoir nourrir nos familles. Toutefois, à cause du confinement, nous n'avons pas pu mettre en vente nos sacs artisanaux, ce qui a donc été une période très difficile pour nous parce que nous devons rester à la maison à attendre l'aide. Grâce à Dieu, beaucoup soutiennent le Mouvement et sont solidaires pour que nous puissions subvenir à nos besoins.

Quelles alternatives ou solutions de soutien les femmes du Mouvement ont-elles mises en place pour se protéger elles-mêmes, leurs familles et leurs communautés pendant la pandémie ?

Tout d'abord, bien que le Mouvement ait cessé de se réunir au moment où la pandémie s'est fortement aggravée, nous, les femmes, nous avons continué à nous soutenir mutuellement. Nous avons toujours été attentives à ce que la voisine ou l'autre camarade soit bien, soit soulagée et ait de quoi manger. Ainsi, nous avons été à l'écoute de tous les membres par le biais des réseaux sociaux. Toutefois, cela a parfois été très difficile, car il n'y a pas d'accès à Internet dans les municipalités, donc nous devons acheter des données mobiles pour

pouvoir communiquer et parfois on ne peut pas participer parce que l'argent manque.

Quelles ont été les actions du Mouvement Ríos Vivos dans le cadre de la grève nationale qui a débuté le 28 avril ?

Depuis le 28 avril, nous avons mené des actions telles que des mobilisations et des marches. Le 10 mai dernier, nous avons fait une grève qui a duré plus de cinq jours pendant lesquels nous avons bloqué directement tout le mégaprojet. Les associations de Valdivia, Puerto Valdivia, Briceño, San Andrés, Toledo, Sabanalarga et Ituango ont participé à cette action. Nous avons réussi à ce que la mairie de Medellín et Entreprises Publiques de Medellín s'assoient avec le Mouvement autour d'une table pour la première fois.

Et que s'est-il passé ?

Eh bien, nous sommes encore en train de nous concerter sur les règles de la discussion, mais l'idée est de faire avancer cette liste de réclamations, qui comprend des demandes spécifiques de réparations intégrales des écosystèmes touchés par le mégaprojet, ainsi que la vérité, la justice sociale et environnementale, la réparation intégrale et la garantie que ces situations ne se reproduisent pas pour les personnes victimes de Hidroituango. Il y a urgence au niveau de la libre mobilité, car l'entreprise a installé des grilles qui empêchent le passage et ces grilles sont surveillées. C'est un outrage fait aux femmes, auxquelles on refuse le passage et que l'on malmène physiquement. Tout cela est de la maltraitance envers la femme de la part des gardes, des hommes armés ayant des chiens

La période de la pandémie a été très difficile pour nous, parce qu'en plus, les aides distribuées par le gouvernement ne sont pas arrivées aux communautés qui font partie du Mouvement : ici, en Colombie, on nous stigmatise du fait de notre appartenance à un mouvement s'opposant à un supposé « développement ».

dangereux qu'ils utilisent comme une menace directe : « Si tu passes, je lâche le chien ».

Selon toi, que peuvent faire les personnes qui sont hors de la zone touchée par le barrage Hidroituango pour soutenir la lutte du Mouvement Ríos Vivos ?

Il s'agit principalement de donner une continuité à ce qui a été fait, c'est-à-dire donner de la visibilité aux problématiques que nous avons vécues dans le canyon du Río Cauca et les abus que nous avons subis à cause de ce mégaprojet. Une autre chose est de continuer à nous soutenir, en se solidarisant avec notre lutte, car grâce à ce soutien de nombreuses familles ont pu manger pendant la pandémie. Il est également important de continuer d'envoyer des communiqués à l'État colombien afin qu'il nous protège des menaces que nous recevons au quotidien. Le fait qu'ici, en Colombie, l'on sache qu'il y a des personnes et des organisations à l'étranger qui sont attentives au Mouvement Ríos Vivos nous protège d'une certaine manière de ces acteurs qui ont toujours voulu nous faire taire.

Il est important d'envoyer des communiqués aux mairies et au gouvernement colombien parce que certains maires et fonctionnaires publics ne respectent pas nos droits, ils nous stigmatisent, ils nous montrent directement du doigt et en ce moment le conflit armé et la stigmatisation s'aggravent. Par exemple, quand on a fait grève le 10 mai, EPM a sorti un communiqué qui disait que nous n'avions pas laissé passer le camion de gaz alors qu'à aucun moment nous n'avons retenu les camions de services publics qui allaient vers les municipalités. Ce communiqué disait que, à cause de nous, certaines municipalités n'avaient pas pu être approvisionnées en gaz,

ce qui a fait que les communautés se sont ligüées contre nous. Il me paraît également important de mentionner l'accusation portée par le ministre de la Défense, Diego Molano, contre le Mouvement. Au lieu de reconnaître notre droit de manifester, il a parlé de groupes illégaux et vandales qui avaient voulu prendre l'entrepôt où sont stockées les machines. Nous ne sommes pas des vandales, mais c'est comme cela que le gouvernement qualifie les manifestant·e·s. Cette accusation du ministre est donc une manière de continuer de nous stigmatiser et de nous montrer du doigt et cela nous maintient « dans l'œil de l'ouragan », comme on dit, puisque cela nous met en grand danger. Même la *compañera* Isabel (Isabel Cristina Zuleta, une autre cheffe de file du Mouvement) a reçu des menaces dans la municipalité d'Ituango. Je ne sais pas si tu as vu le *tweet* dans lequel elle dénonce la circulation d'un message disant qu'ils étaient prêts à congédier la *Mechuda*², qu'ils n'attendaient plus que l'ordre et qu'ils ne savaient pas pourquoi cela tardait tant. Dans notre organisation, nous, les leadeuses sociales, sommes très visibles du fait de notre rang, car ils savent que nous avons eu une position forte contre le mégaprojet, puisque nous avons fait de nombreuses dénonciations ici sur le territoire.

Pour finir, crois-tu que cette situation s'améliorera avec la table de négociation initiée par le Mouvement avec la mairie de Medellín et les Entreprises Publiques de Medellín ?

Eh bien, nous espérons que oui, car malgré le fait que nous y sommes assis, nous continuons de recevoir des menaces d'expulsion concernant quelques camarades qui vivent en aval du mur, donc nous verrons bien

si celles-ci sont mises à exécution ou non. Ils veulent faire taire les gens et continuer de faire leurs affaires, mais cela ne fonctionne pas comme ça. Le mouvement social, notre mouvement, s'est toujours caractérisé par son caractère permanent sur le territoire, par le fait de dénoncer et de toujours dire la vérité.

Merci beaucoup, Milena, pour ton temps, pour l'entrevue et beaucoup de courage et d'énergie pour la suite.

Natalia Perez est doctorante au département de géographie de l'Université Simon Fraser et membre du comité de solidarité et de justice sociale du Syndicat du personnel de soutien à l'enseignement (TSSU).



Pour faire un don à Rios Vivos



Pour acheter l'artisanat

Balayez-moi !

Notes

1 Pratiquer le *barequeo*

2 En Colombie, la *Mechuda* est un personnage de légende qui pétrifie et tue les personnes qui se

risquent à la regarder en face. C'est un personnage féérique, qui a des attributs féminins, qui est d'une grande beauté et de laquelle on dit qu'elle prend le cœur des hommes et leur enlève la raison.